

488, route de Longwy
L-1940 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 31 mai 2016

Péril en la demeure!

Chère collègue,
Cher collègue,

Depuis quelques temps déjà, les relations entre le gouvernement et la Fonction Publique sont allées de mal en pis. Sous des apparences trompeuses, nos responsables politiques, tout en affichant de respecter les engagements de leurs prédécesseurs à l'égard de la CGFP, sont en train de les miner subrepticement en les grignotant systématiquement auprès de nos organisations sectorielles, mine de rien, comme si les assurances données à l'organisation faïtière ne valaient pas pour celles-ci.

Actuellement dans le collimateur, sont, entre autres, l'armée, la police et plus directement encore les agents du SREL, responsables de la sécurité de l'État et des citoyens, exposés dans l'exercice de leurs fonctions et plus que jamais indispensables. D'autres ne tarderont pas à suivre une fois qu'on aura créé un précédent pour en découdre avec qui on voudra. En clair, nous sommes tous visés voire menacés et ce serait une lourde erreur de faire l'autruche!

Le nouveau dictionnaire étymologique gouvernemental se lit comme suit: *«dialogue social veut dire informer, surprendre, mettre devant le fait accompli»*. Le comble, c'est que cet exercice de grignotage ne rapporte même pas de quoi financer le renforcement administratif nécessaire pour le réaliser. En même temps l'équipe gouvernementale ne cesse de proclamer à tue-tête à quel point *«nous allons mieux que jamais»*. Alors à quoi bon essayer de ponctionner le pouvoir d'achat des agents publics? C'est simplement aberrant!

Faire flèche de tout bois n'est pas très original. Cela ne gêne nullement le gouvernement de traiter les primes comme des allocations de repas. Faire fi de l'engagement oral du gouvernement précédent de ne pas toucher aux primes avant une étude approfondie est autrement grave, car au niveau de l'honnêteté intellectuelle la parole donnée vaut signature.

Affirmer tout haut qu'il y a plus de 1.000 types de primes, qui existent d'ailleurs aussi dans le secteur conventionné et dans le privé, c'est mettre directement en cause les gouvernements antérieurs dont faisaient partie l'un ou l'autre des coalitionnaires actuels.

Comment se fait-il, soit dit en passant, que le Conseil d'État fasse une opposition formelle à propos d'une prime accordée au SREL alors qu'il n'en fit rien à propos de toutes les autres auparavant? Les primes ayant toujours fait partie intégrante du revenu mensuel des agents, comment ose-t-on à présent les mettre en cause, et surtout en pleine période de congé! S'y ajoute que dans certains cas, ces primes ne sont pas de petits accessoires mais, au contraire, représentent une partie importante de la rémunération des agents.

Il est évident qu'on veut créer de toute pièce un précédent pour s'attaquer ensuite à toutes les primes actuellement versées, et pourquoi pas de nouveau aux rémunérations du secteur public en général! Pour faire face à cette menace, il y a lieu de faire appel à la solidarité sans faille de toute la Fonction Publique pour protester et agir contre cette dérive gouvernementale, constituant le premier pas vers le démantèlement social qui finira par toucher tous les agents publics. Ce n'est pas sans amertume et indignation qu'il faut constater qu'il s'agit là d'une façon bien particulière du gouvernement de remercier les agents de l'État pour l'excellent travail qu'ils ont fourni lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Comme dirait l'autre *«merci Patron-État»*. Cependant, nous ne nous laisserons pas faire. Quand il y a péril en la demeure, il faut le confronter résolument!

Chère collègue, cher collègue,

Vu l'importance des enjeux qui nous concernent tous, nous vous adressons l'appel pressant de rejoindre nos rangs lors du mouvement de protestation du 16 juin.

Le comité exécutif de la CGFP